

Histoire du clivage gauche-droite

Entretien avec Marc Angenot

Mauricio Segura

Numéro 65, été 2016

La gauche et la droite

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83552ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Segura, M. (2016). Histoire du clivage gauche-droite : entretien avec Marc Angenot. *L'Inconvénient*, (65), 31–34.

HISTOIRE DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE

Entretien avec Marc Angenot

Propos recueillis par Mauricio Segura

Théoricien de l'argumentation et historien des idées, Marc Angenot a enseigné au Département de langue et littérature françaises de l'Université McGill pendant plus de quarante ans. Toujours actif, il participera prochainement au prestigieux colloque « Histoire et historiens des idées » au Collège de France et publiera, aux éditions Nota bene, *Renaissance de la rhétorique : Perelman aujourd'hui*.

Son œuvre est vaste et recoupe plusieurs domaines. Il a élaboré une théorie du discours social (1889 – *Un état du discours social*) et s'est penché sur une diversité étonnante de sujets : le pamphlet (*La parole pamphlétaire*), l'idée de « progrès » (*D'où venons-nous ? Où allons-nous ?*), les récits militants, notamment ceux du 19^e et du 20^e siècle français (*L'utopie collectiviste* ; *Colins et le socialisme rationnel* ; *Le marxisme dans les grands récits*), la rhétorique de l'argumentation (*Dialogues de sourds*), le ressentiment dans le discours social (*Les idéologies du ressentiment*) et le roman populaire et la science-fiction (*Les dehors de la littérature*), pour ne mentionner que quelques-uns de ses ouvrages.

Les recherches de Marc Angenot étant traversées par les conflits entre la gauche et la droite, il était l'interlocuteur tout désigné pour nous présenter une perspective historique de la question. *L'Inconvénient* l'a rencontré.

En parcourant quelques manuels d'histoire des idées, on s'aperçoit qu'il n'est pas si aisé de déterminer le moment où naît le clivage gauche-droite. À quand faites-vous remonter cette naissance ?

En Angleterre, la majorité est à la gauche du président, la minorité se trouve à sa droite. Ce n'est pas la logique française. Dans la tradition hexagonale, la gauche et la droite, c'est l'endroit où les gens s'asseyent dans une assemblée parlementaire. La France de la Convention, à savoir l'Assemblée qui gouverne le pays de 1792 à 1795, fait que les députés se regroupent par affinités politiques. On oppose les Montagnards, situés à gauche de l'Assemblée, qui vont s'asseoir

là où les bancs sont plus élevés, et la Plaine, qui se trouve au centre et à droite.

La Montagne représente donc la gauche, elle inclut les Jacobins, qui vont faire guillotiner, je le rappelle, les Girondins, les Hébertistes et les Dantonistes. Il y aura ensuite la période de la Terreur et la répression dans l'Est et dans le Midi, à Lyon – événements qui, au total, selon les estimations les plus récentes, feront plus de 700 000 morts. La gauche naît dans cette situation ambiguë, où le philosophe Nicolas de Condorcet se met à penser une notion très simple mais qui fera fortune : le progrès. Et c'est avec cette notion qu'on va penser au 19^e siècle la droite et la gauche.

Comment la gauche et la droite se servent-elles alors de ce terme ? L'instrumentalisent-elles ?

Il y a, d'une part, la gauche, ceux qui de plus en plus se désignent eux-mêmes comme des « progressistes », et d'autre part la droite, ceux qui veulent empêcher ou arrêter le progrès – et que la gauche désigne comme des « réactionnaires ». Toujours est-il qu'à gauche les choses ne sont pas si simples, car au sein des progressistes il y a eu les hommes de la Terreur et Robespierre. Mais cette notion de « progrès » traversera tout le 19^e siècle ; on la repère autant chez un penseur bourgeois comme Auguste Comte (dont la devise « Ordre et progrès », comme on le sait, se retrouve sur le drapeau brésilien) que chez des théoriciens socialistes comme Saint-Simon et plus tard Karl Marx. Le progrès matériel est censé entraîner le progrès moral. C'est-à-dire que personne ne nie qu'une locomotive soit plus rapide qu'une diligence ; ça, c'est le progrès matériel. Mais l'idée que la démocratie et la Déclaration des droits de l'homme soient supérieures à l'absolutisme, ça va de pair avec l'idée que le progrès technique et scientifique entraîne le progrès moral.

Ces penseurs perçoivent le progrès comme une asymptote qui accélère l'Histoire. Dans cette perspective, il y a ceux qui poussent dans le bon sens et il y a ceux qui, ultimement, seront vaincus et qui freinent le cours fatal de l'Histoire. Par exemple, quand Victor Hugo dit Dieu, il veut dire l'Histoire. Quand il dit l'Histoire, il veut signifier une fatalité qui dépasse les hommes. Pour lui, le bien, c'est la République, le mal, ce sont les bonapartistes, Napoléon III. On est dans des formes de pensée qui sont à la fois fortes et simples. Face à la Commune de Paris, Hugo qui revient d'exil est très affecté, la guerre civile vient s'ajouter à l'occupation prussienne.

Les penseurs de la gauche, qu'ils soient de modestes réformistes ou de violents révolutionnaires, raisonnent en fonction de l'unité du progrès. Par exemple, le premier marxiste français s'appelle Jules Guesde. Pourquoi ne faut-il pas un mouvement antialcoolique indépendant ? lui demande-t-on. Parce qu'après la Révolution l'alcoolisme disparaîtra, vu qu'on aura mis fin au chômage, aux taudis et à la misère, répond-il. Pourquoi ne faut-il pas un mouvement abolitionniste de la prostitution ? Parce qu'après la Révolution les femmes se retrouveront à travail égal, salaire égal, et il n'y aura plus de problèmes, rétorque-t-il. Autrement dit, le grand effort de la gauche du 19^e siècle, que celle-ci soit de type révolutionnaire ou réformiste, est de penser le progrès de manière convergente et solidaire.

À quel moment les termes *gauche* et *droite* s'imposent-ils dans le discours ?

Dès que ces termes s'imposent, on observe qu'une dénégation a lieu. Les années 1880 sont cruciales à cet égard. Les républicains incarnent alors la gauche, et les royalistes, la droite. Ces derniers sont catholiques, antirépublicains et antilaïques. Toutefois, il y a de plus en plus de députés socialistes, et pour ceux-ci le clivage n'est plus tant entre la droite et la gauche qu'entre les partis bourgeois et une petite minorité de révo-

lutionnaires. Sauf que cette minorité prend de l'ampleur : au début du 20^e siècle, on voit émerger partout en Europe, sauf en Angleterre, des partis « ouvriers » révolutionnaires.

Venons-en à l'affaire Dreyfus, puisqu'elle a son importance dans cette histoire.

Oui, rappelons que cette affaire commence en 1894. Elle a surtout lieu parce que *La Libre Parole*, un quotidien antisémite parisien, prend position contre le capitaine Dreyfus. Il est vrai que le clivage gauche-droite devient alors très net. Et pendant quelques années, jusqu'à ce que Jean Jaurès dise à tous que le sort d'un innocent doit intéresser l'humanité progressiste, les socialistes révolutionnaires prétendent que c'est une affaire de bourgeois. Ce Dreyfus, de toute façon, est selon eux un « sale militaire » ; ainsi, qu'il soit innocent ou coupable, peu importe. Le prolétariat n'a rien à voir dans cette affaire, clament-ils. On voit très bien que même là, ce n'est pas le clivage gauche-droite qui prédomine, parce qu'il y a un troisième larron qui tend à recruter à droite mais aussi à l'extrême gauche : l'antisémite.

Il y aura d'autres troisièmes larrons...

Tout à fait. Après la guerre de 1914, on voit apparaître une « réaction » qui s'appelle *fascisme* en Italie et *national-socialisme* en Allemagne. Ce sont des réactionnaires ; la nouveauté, c'est qu'ils sont violents et que leur but est de s'emparer du pouvoir. Et puis, à partir de 1919, avec tous les morts de la Première Guerre mondiale apparaît un nouveau clivage : il y a les bolchéviques, qui sont la preuve concrète que le progrès est en marche, et à leurs yeux il y a tous les autres, y compris les sociaux-démocrates, qui sont sur la pente du fascisme. C'est bien pourquoi, jusqu'au jour où Staline décide de mettre en place le Front populaire, les communistes staliniens ne collaborent pas avec les partis bourgeois : ils considèrent que ce sont des fascistes potentiels. Le clivage en 1919, c'est les communistes et les autres représentants du capitalisme agonisant, dont le fascisme n'est que la partie visible de l'iceberg.

Après 1945, bien que les régimes fascistes disparaissent, le mot *fasciste* circule toujours. Selon l'extrême gauche, Raymond Aron est un fasciste, de Gaulle est un fasciste, etc. Au fond, cette gauche était heureuse dans une position binaire.

Quittons quelques instants l'histoire des idées pour mettre en lumière un point qui me semble crucial : on remarque au 20^e siècle que la classe ouvrière en France, comme ailleurs, cesse de voter pour des partis « de gauche ». On s'aperçoit que ces partis n'ont plus l'appui automatique des classes populaires.

C'est vrai, et c'est un phénomène qu'on voit émerger en France dès les années 1920. En Allemagne, on pense aux chômeurs de Hambourg qui s'engagent dans la SA [NDLR : la *Sturmabteilung*, section d'assaut, organisation paramilitaire du parti nazi]. Ils sont revenus de la guerre, désespérés. Ils sont dans la misère et il n'y a pas de travail. Pour la gauche, ce

sont des « salopards » et des « fascistes ». Le phénomène qui consiste pour la droite à récupérer l'électorat que la gauche n'arrive pas à gérer est vieux comme le monde. Simplement, aujourd'hui c'est frappant, parce que la gauche semble si impuissante.

Vous avancez dans vos ouvrages l'idée que, dans la seconde moitié du 20^e siècle, s'installe un scepticisme à l'égard de ce que vous appelez les « grands récits », en même temps qu'émergent des « microrécits ». Qu'advient-il alors du clivage gauche-droite ?

Il est évident que dès que s'effondrent les « grands récits », entendus comme discours militants offrant une vision totalisante porteuse d'espoir, s'effondre aussi l'idée d'un progrès unitaire, avec sa part de sophismes et de mensonges. Le jour où le progrès cesse d'être convergent, il faut se rabattre sur des petits récits, et c'est à peu près ce que dit Régis Debray dans *Loués soient nos seigneurs* : tous mes amis qui étaient castristes et guévaristes dans ma jeunesse sont aujourd'hui « *gay pride* », bretons identitaires, féministes, sionistes, etc. Ça c'est très bien vu, il y a trente ans déjà. Aujourd'hui, tous les tempéraments militants se rabattent sur l'identitaire.

Nous assistons à une sorte de morcellement...

Oui, un morcellement qui fait que les activismes ne sont plus que des séances de lobbying. En fait, le clivage gauche-droite est aujourd'hui dissous. Pour des raisons de stratégie politique, il faut négocier avec ceux qui, par exemple, pour continuer avec le cas français, veulent empêcher à Nantes la construction de l'aéroport que souhaitait Jean-Marc Ayrault. Ou, dans le contexte canadien, marchander avec ceux qui sont pour le pipeline ouest-est ou qui y sont radicalement opposés. Ou encore : moi, je te donne le mariage gay, toi, tu me donnes l'écologie. Entretemps, un autre groupe demande des mesures contre le chômage. L'ennui, c'est que généralement ces mesures ne sont guère compatibles, et il n'y a plus personne pour arbitrer ces conflits. Par conséquent, aujourd'hui, il n'existe d'autre gauche que celle des négociations interminables entre des lobbys et des alliances tactiques.

N'y a-t-il pas coupure aussi ?

C'est davantage qu'une coupure, ce que nous vivons, c'est un chambardement total. La dernière fois que j'ai montré à mes étudiants des revues soviétiques de jadis, où l'on voit une grande cheminée qui envoie de la fumée dans le ciel de Magnitogorsk, ils se sont exclamés : « Oh, la pollution ! » Ils ne disent pas : « Oh, l'industrialisation ! » Autrement dit, ce qu'on appelle aujourd'hui à gauche *progressisme* n'a plus de sens cohérent. Par conséquent, il est difficile de savoir qui est un réactionnaire, parce que pour cela il faudrait savoir où va le progrès. Les vieux thèmes d'un État prolétarien qui va nationaliser les moyens de production et d'échange ont disparu, bien que la lutte contre le chômage demeure présente, surtout en France, où le taux de chômage est deux fois plus

élevé qu'en Angleterre. Donc, ni pour les réformistes ni pour la gauche de la gauche il n'existe de recettes applicables qui fassent consensus à ce qui s'appelle la *mondialisation*.

La deuxième chose qui est essentielle, et on le constate dans la francophonie et surtout dans l'Hexagone, le héros-victime du système inique en place n'est plus le prolétaire. Il s'est vu remplacé par le migrant, le représentant du communautarisme. Aujourd'hui, ce qu'il reste d'intellectuels de gauche en France déclare à la gauche que, depuis Mitterrand, elle a idéalisé dans son discours la classe ouvrière, tout en abandonnant dans la pratique le populo, le paysan, l'ouvrier, l'artisan. Ces penseurs, comme Michel Onfray et Jean-Claude Michéa, ne cessent de répéter : vous les avez largués, ces pauvres gens ! Il n'y a que des dealers et des islamistes dans les banlieues maintenant, disent-ils. Et donc, la grande coupure qui s'opère, c'est entre le communautarisme et les anciens modèles où les riches devaient payer pour les pauvres, et où il fallait donner à chacun l'éducation égale et une protection sociale égale.

Le clivage gauche-droite est peut-être moins opérant, mais il n'empêche qu'ils sont encore nombreux aujourd'hui à se dire « de gauche » ou « de droite ».

Oui, c'est vrai, mais il faut comprendre une chose. De la même manière que Lise Thériault, notre ministre de la Condition féminine, dit qu'elle n'est pas féministe parce qu'elle pense à une version du féminisme qu'elle ne partage pas, de la même manière les gens de gauche en France, comme Jacques Julliard, diront : d'accord, je suis de gauche, mais convenez que la gauche version libérale a perdu la tête, que Jean-Luc Mélenchon est un fou furieux et que François Hollande est un mou. Si vous voulez, on ne se dit plus jamais : je suis de gauche, républicain et fils de la Révolution, car la Révolution est un bloc – comme le clamait Clemenceau, par exemple, vers 1889.

Il semblerait donc que le clivage gauche-droite ne repose pas tant aujourd'hui sur des idées que sur une fidélité à des « origines ». Est-il de l'ordre de l'identitaire, voire du communautaire ?

C'est ce que prétend Régis Debray. La gauche, c'est ma famille, c'est les miens, dit-il. Et puis, il faut bien voir que la gauche, depuis Robespierre, a capitalisé pendant deux siècles sur le fait qu'elle incarnait la vertu, alors que la droite, selon elle, personnifiait l'égoïsme et la scélératesse. Au point que, jusqu'à Mitterrand, la droite française ne disait jamais qu'elle était « de droite », elle se disait gaulliste.

La droite est aujourd'hui décomplexée...

C'est vrai, mais il faut se demander pourquoi. Les libéraux, au sens doctrinaire, étaient au centre, à cheval entre la droite nationaliste et le gaullisme, qui tous deux, dans les faits, n'étaient pas libéraux. Ainsi, les vrais libéraux, au sens historique de la catégorie, n'étaient ni à gauche ni vraiment à droite. Il y

avait un système polarisé dans lequel ils ne trouvaient pas leur place. Depuis la fin des années 1990, cette droite libérale est devenue décomplexée, tout en manifestant son impuissance également face aux problèmes « concrets » ; on l'a vu sous le règne de Nicolas Sarkozy. Par contre, elle est moins aux prises avec des batailles internes que la gauche, puisqu'elle est moins doctrinaire.

Partagez-vous l'analyse de certains politologues qui estiment que les programmes, qu'ils proviennent de la gauche ou de la droite, s'uniformisent ?

Il est vrai, sur papier, que les programmes deviennent de plus en plus uniformes. Ce qui est sans doute attribuable au fait que les marges de manœuvre des États-nations deviennent de plus en plus minces. Les programmes sont immobilistes. Dans le cas français qui nous occupe, c'est le pays le moins réformable du monde (ce sont les Français eux-mêmes qui le disent), puisque c'est une nation jacobine centralisée, où tout se décide à Paris. Un pays qui a deux fois plus de chômage que certains de ses voisins devrait normalement regarder chez ceux-ci pour voir s'il ne pourrait pas y trouver des solutions intéressantes.

Par ailleurs, les Français ont inventé il y a vingt ans l'expression *pensée unique*. Pour la droite, la pensée unique, c'était la gauche. Pour la gauche, c'étaient les idées « de droite », libérales, qui faisaient la promotion de la mondialisation et qui lui paraissaient devenues hégémoniques dans les médias. Aujourd'hui, il existe une autre sorte de pensée unique : il s'agit d'idées apparemment indépassables et tellement taboues qu'il est impossible d'y toucher. Les très rares dissidents de droite et de gauche apparaissent, dans ce contexte, comme fort sympathiques, parce qu'on se retrouve dans un discours social extrêmement figé, conventionnel, répétitif, dans lequel il n'apparaît pas d'idées neuves. C'est pourquoi on peut dire que les programmes sont tous les mêmes, et ceux-ci sont soit inapplicables, soit sans intérêt.

Il y a donc de nouveaux clivages...

Ces nouveaux clivages correspondent en fait aux correctifs qui ont été apportés à la vieille répartition. Aujourd'hui, les eurosceptiques et les nationalistes de gauche, les Européens déprimés de gauche et les communautaristes, la gauche laïque et sa vieille version républicaine, tous ces gens sont très étonnés de se retrouver dans un même groupe qu'on appelle la « gauche », et ils ont bien raison. Le vieux problème en politique, c'est de savoir avec qui je suis ami. Il est certain qu'aujourd'hui ces nouveaux clivages, que ce soit en France ou dans le reste de la francophonie européenne, ne sont pas utilisables politiquement.

J'observe aussi un large repli dans des positions moins ambitieuses. Le cocooning, par exemple, qui s'amplifie depuis

vingt ans : c'est-à-dire le repli sur le couple, les amis, le privé, les réseaux sociaux. On ne parvient plus à penser la totalité. Ils étaient peut-être dangereux, mais les communistes il y a un demi-siècle étaient capables de penser à l'échelle de la planète. Aujourd'hui, mis à part quelques groupuscules alter-mondialistes, plus personne n'arrive à raisonner en termes globaux. Quand on y pense, parmi les seuls qui pensent à l'échelle de la planète, ce sont les islamistes. Eux sont dans la totalité.

Il faudrait se demander ce qui sur ces deux siècles a résisté, ce qui n'est pas encore mort. L'État-nation n'est pas encore tout à fait mort, et c'est même ce qui explique que les Anglais menacent de quitter l'Europe. Les idées élémentaires de justice sociale sont toujours présentes, mais comme personne ne veut les appliquer d'une manière ferme, on ne sait pas très bien où elles iraient. La crise des réfugiés, avec ses deux millions qui frappent à la porte de l'Occident, montre de manière très concrète les dilemmes auxquels fait face la gauche aujourd'hui. Alors, si je suis de gauche, qu'est-ce que je dis ? On les accepte tous ? Que fait-on ? ■



olivieri *Librairie & Bistro*

Pour des 5 à 7 réussis

5219, chemin de la Côte-des-Neiges
514 739-3303 / www.libraireolivieri.com